09.012

**Message
concernant une convention de double imposition
avec la République populaire du Bangladesh**

du 28 janvier 2009

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons un projet d'arrêté fédéral relatif à l'approbation d'une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu signée le 10 décembre 2007 avec le Bangladesh, en vous proposant de l'adopter.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

28 janvier 2009

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Hans-Rudolf Merz
La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

Condensé

Une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu a été signée le 10 décembre 2007 avec le Bangladesh.

La convention contient des règles aux fins d'éliminer les doubles impositions et apporte ainsi à la Suisse et à l'économie suisse des avantages importants en faveur du développement des relations économiques bilatérales; elle contribuera à maintenir et promouvoir les investissements directs suisses.

Pour l'essentiel, la convention suit le modèle de convention fiscale élaboré par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) et la pratique suisse en la matière.

Les cantons et les milieux économiques intéressés ont approuvé la conclusion de cette convention.

Message

1 **Présentation de la convention**

1.1 **Contexte, déroulement et résultats des négociations**

Le Bangladesh a accédé à l'indépendance en tant qu'Etat souverain le 16 décembre 1971, après sa séparation d'avec le Pakistan. Le gouvernement revêt la forme d'une démocratie parlementaire. Le pays est membre de diverses organisations internationales, telles que l'ONU et l'Organisation Mondiale du Commerce.

Le Bangladesh compte une population estimée à 153,5 millions de personnes (estimation de juillet 2008) et une surface de 144 000 km², ce qui en fait l'un des Etats les plus densément peuplés au monde.

Les principaux secteurs économiques du Bangladesh sont l'agriculture (celle-ci emploie environ 65 % des personnes actives et génère environ un cinquième du produit national brut) et une industrie manufacturière, en particulier dans le domaine textile. Actuellement, l'économie bengalaise bénéficie d'un taux de croissance annuel de près de 6 %.

Après deux rondes de négociations, les discussions menées entre les délégations suisse et bengalaise ont abouti le 18 février 2003 à l'apposition des paraphes sur un projet de convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et un protocole y relatif. En 2005, le Bangladesh a demandé que des adaptations soient effectuées dans le texte conventionnel en anglais. Un accord à ce sujet a pu être finalisé en avril 2006.

La convention contre les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et le protocole y relatif ont été approuvés par les cantons et les milieux économiques intéressés. Ils ont été signés à Dacca le 10 décembre 2007.

1.2 **Appréciation**

Les échanges commerciaux entre la Suisse et le Bangladesh sont relativement modestes et concernent surtout les machines, les produits chimiques et pharmaceutiques (exportations suisses), ainsi que le textile et l'habillement (importations suisses). Un Accord concernant la promotion et la protection réciproque des investissements a déjà été conclu entre la Suisse et le Bangladesh le 14 octobre 2000 et est entré en vigueur le 3 septembre 2001 (RS 0.975.216.7). Un certain nombre d'entreprises suisses sont présentes au Bangladesh, notamment dans les secteurs de la chimie et de l'agro-alimentaire.

Dans l'ensemble, cette convention contient des solutions favorables et permet d'éviter à l'économie suisse de subir d'éventuels désavantages concurrentiels en matière fiscale par rapport à d'autres Etats avec lesquels le Bangladesh a conclu des conventions en vue d'éviter les doubles impositions. Les conditions cadres qu'elle pose permettront de maintenir et de promouvoir les investissements directs, ce qui est bénéfique au développement économique des deux pays. Sur certains points, la convention tient compte de la situation particulière du Bangladesh en tant que pays

Art. 12 Redevances

L'Etat de la source des redevances peut prélever un impôt maximum de 10 % du montant brut des redevances (par. 2). Ce taux est courant dans les conventions conclues par la Suisse avec des pays peu industrialisés. En conformité avec le modèle de convention de l'OCDE, le ch. 2 du protocole précise que les redevances de leasing ne tombent pas sous la notion de redevances, mais constituent des bénéfices d'entreprises.

En outre, le ch. 3 du protocole contient une clause de la nation la plus favorisée qui garantit aux résidents de Suisse l'application automatique d'un traitement plus favorable des redevances qui serait accordé par le Bangladesh à un autre Etat.

Art. 13 Gains en capital

Le par. 4 de cet article prévoit, à l'instar d'autres conventions suisses contre les doubles impositions, que les gains provenant de l'aliénation d'actions dans une société dont la fortune est, directement ou indirectement, composée principalement de biens immobiliers situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat. S'agissant de la Suisse, l'article sur les méthodes pour éliminer les doubles impositions (art. 22) stipule que la Suisse ne doit exonérer de tels gains qu'après justification de leur imposition effective au Bangladesh.

Art. 14 Professions indépendantes

Comme dans d'autres conventions suisses contre la double imposition, il a été concédé un critère alternatif à la base fixe, relatif à la durée du séjour dans l'Etat de la source des revenus. Une activité indépendante exercée durant 183 jours au moins durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée y créera également un rattachement économique au titre d'un assujettissement limité des activités indépendantes.

Art. 18 et 19 Pensions

Selon la pratique conventionnelle suisse, une disposition du protocole précise expressément que le terme «pensions» englobe non seulement les rentes, mais également les prestations en capital (ch. 4 du protocole).

Art. 21 Autres revenus

Cette disposition attribue le droit exclusif d'imposer les éléments de revenu qui ne sont pas traités dans la convention à l'Etat de résidence. Conformément à la pratique conventionnelle suisse, l'impôt anticipé suisse sur les gains de loterie est exclu du champ d'application de cet article. Il en ira de même, le cas échéant, des gains de loterie bengalais.

Art. 22 Elimination des doubles impositions

Le Bangladesh applique la méthode de l'imputation pour éviter la double imposition. La méthode de l'exonération, sous réserve de la progressivité, figure également pour le cas où la Suisse dispose d'un droit d'imposition exclusif.

La Suisse applique quant à elle la méthode de l'exonération avec réserve de la progressivité et accorde, le cas échéant, l'imputation forfaitaire d'impôt pour les impôts à la source non récupérables sur les dividendes, les intérêts et les redevances.

Art. 25 Echange de renseignements

Cet article prévoit un échange de renseignements limité aux cas d'application régulière de la convention. De telles clauses ont déjà été convenues avec des Etats non membres de l'OCDE. Les renseignements échangés ne peuvent être utilisés qu'aux fins de la taxation et de la perception des impôts visés par la convention. L'échange de renseignements qui révéleraient un secret commercial, d'affaires, bancaire, industriel, professionnel ou un procédé commercial, est exclu.

Art. 27 Entrée en vigueur

La convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification. Ses dispositions seront applicables:

- au Bangladesh: aux revenus réalisés durant les années fiscales commençant le 1^{er} juillet de l'année civile suivant l'entrée en vigueur de la convention ou ultérieurement;
- en Suisse: aux revenus réalisés durant les années fiscales commençant le 1^{er} janvier de l'année civile suivant l'entrée en vigueur de la convention ou ultérieurement.

3 Conséquences financières

Dans toute convention de double imposition, les deux Etats contractants renoncent à certaines recettes fiscales. Pour la Suisse, les pertes qui découlent de cette convention résultent du remboursement partiel de l'impôt anticipé sur les dividendes et les intérêts, ainsi que de l'imputation de l'impôt à la source retenu le cas échéant par le Bangladesh sur les dividendes, les intérêts et les redevances conformément aux art. 10 à 12. Comme les investissements effectués du Bangladesh vers la Suisse ont jusqu'à présent été limités, ces pertes ne devraient pas être significatives. L'imputation forfaitaire entraînera, quant à elle, une légère diminution des recettes fiscales de la Confédération, des cantons et des communes qui ne peut être chiffrée par manque d'instruments adéquats.

Les conséquences fiscales doivent être mises en relation avec les avantages que cette convention offre à l'économie suisse en contribuant à promouvoir le commerce entre les deux Etats et en facilitant les investissements directs suisses au Bangladesh. La convention élimine la double imposition et supprime les éventuels désavantages fiscaux par rapport à d'autres Etats concluant des conventions contre les doubles impositions avec le Bangladesh. Par ailleurs, on rappellera que les conventions visant à éviter les doubles impositions sont conclues avant tout dans l'intérêt des contribuables. En outre, elles favorisent la coopération économique qui constitue l'un des buts principaux de la politique suisse en matière de commerce extérieur.

La convention se fonde sur l'art. 54 de la Constitution (Cst.; RS 101), qui attribue à la Confédération la compétence en matière d'affaires étrangères. L'Assemblée fédérale est compétente pour approuver cette convention en vertu de l'art. 166, al. 2, Cst. La convention est conclue pour une durée indéterminée, mais elle peut être dénoncée en tout temps pour la fin d'une année civile moyennant un préavis de six mois. Elle n'implique pas d'adhésion à une organisation internationale. Conformément à l'art. 141, al. 1, let. d, ch. 3, Cst., les conventions qui contiennent des dispositions importantes fixant des règles de droit ou dont la mise en œuvre exige l'adoption de lois fédérales sont sujettes au référendum facultatif en matière de traités internationaux depuis le 1^{er} août 2003. Conformément à l'art. 22, al. 4, de la loi du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale (RS 171.10), on considère qu'une disposition inscrite dans un traité international fixe des règles de droit lorsqu'elle prévoit des dispositions générales et abstraites d'application directe qui créent des obligations, confèrent des droits ou attribuent des compétences. Afin de se doter d'une pratique cohérente en ce qui concerne le ch. 3 introduit dans l'art. 141, al. 1, let. d, Cst. et d'éviter que des accords similaires ne soient soumis de façon répétée au référendum, le Conseil fédéral a précisé, dans le message du 19 septembre 2003 relatif à la convention contre les doubles impositions avec Israël, qu'il accompagnerait dorénavant les accords qu'il présenterait au Parlement de la proposition de ne pas les soumettre au référendum facultatif en matière de traités internationaux, pour autant que ces accords n'entraînent pas de nouveaux engagements pour la Suisse.

La convention crée des conditions avantageuses en particulier en ce qui concerne l'imposition des dividendes, des intérêts et des redevances. L'assistance administrative accordée pour l'application régulière de la convention correspond à la pratique traditionnelle de la Suisse. La convention n'entraîne pas de nouvel engagement qui puisse être jugé important pour la Suisse. La convention ne contient ainsi pas de disposition importante au sens de l'art. 141, al. 1, let. d, ch. 3, Cst. par rapport à ce qui a déjà été convenu avec d'autres Etats. L'arrêt fédéral sur la convention entre la Suisse et le Bangladesh n'est par conséquent pas sujet au référendum facultatif en matière de traités internationaux prévu à l'art. 141, al. 1, Cst.